

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

DB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU Le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 animaux équivalents soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le deuxième programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 août 1989 modifié les 30 avril 1993 et 3 juillet 1995 autorisant la S.C.E.A. CORMAN à exploiter à LE HAUT-CORLAY au lieu-dit « Saint-Daman» (section ZT N° 1, 2, 3°) un élevage porcin de 106 places maternité, 501 places gestantes-verraterie, 2 210 places engraissement, 1 198 places post-sevrage (soit 4 270 places animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par l'intéressé demeurant à LE HAUT-CORLAY au lieu-dit « Saint-Daman» en vue de la régularisation de la restructuration sans augmentation de cheptel à cette adresse (section ZT n° 1, 2, 3) de l'élevage autorisé qui comprend actuellement 108 places maternité, 470 places gestantes-verraterie, 29 places quarantaine-infirmerie, 2 210 places engraissement, 1 198 places post-sevrage (soit 4 212 places, la mise aux normes de cet élevage, la création d'une unité de traitement de lisier et d'une fabrique d'engrais et de supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LA HARMOYE (29 janvier 2002), CA N/ HUEL (27 novembre 2001), CORLAY (10 décembre 2001), LE HAUT-CORLAY (29 novembre 2001) ;
- VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 juin 2002 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 26 juillet 2002 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement.
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

La S.C.E.A. CORMAN est autorisée à exploiter à LE HAUT-CORLAY au lieu-dit « Saint-Daman » (section ZT n° 1, 2, 3) conformément aux plans annexés à la demande :

1) un élevage porcin de 4 212 places animaux-équivalents réparties comme suit :

108	places maternité :	soit 324	places animaux-équivalents,
470	places gestantes-verraterie :	soit 1 410	places animaux-équivalents,
2 210	places engraissement :	soit 2 210	places animaux-équivalents,
29	places quarantaine-infirmerie :	soit 29	places animaux-équivalents,
1 198	places post-sevrage :	soit 239	places animaux-équivalents,

2) Une unité de traitement de lisier comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »)
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées,
- une séparation du lisier traité par filtration secondaires des boues produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré » ;
- une fosse de stockage des boues biologiques,
- une lagune de stockage de l'effluent épuré

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir 6 154 m³ de lisier (24 891 Kg d'azote) sur 7 505 m³ (30 355 Kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 1 351 m³ (5464 kg d'azote) sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celles définies ci-après.

3) Il est également donné acte à la S.C.E.A. CORMAN de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter à LE HAUT-CORLAY au lieu-dit « Saint-Daman » une fabrique d'engrais et de support de culture à partir de matière organique (800 tonnes) dont la capacité maximale de production est de 500 tonnes par an de compost de refus de tamis (résidus organiques) issu du séparateur de phase du système de traitement.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

Effectif :

- l'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 594 reproducteurs (truies, verrats, cochettes), 2 210 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 119 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

- l'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 570 reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...).

- les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

Alimentation biphase:

- l'alimentation biphase sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté d'autorisation.

- le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

- en cas de non respect des normes « biphase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers :

3-1 - Les inspecteurs des installations classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3-2 - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits.

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

- un compteur électrique différent de celui de l'élevage ;

- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

3-3 - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3-4 - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3-5 - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement

<i>Lisier brut</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
VOLUME	6 154 m ³	16,86 m ³
N. Global	24 891 kg	68,19 kg
M.S	307 700 kg	843 kg

** sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an.*

3-6 - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

<i>Résidus organiques</i>	flux annuel maximal	flux journalier moyen
Volume	800 m ³	2,19 m ³
N. Global	4 978 kg	13,64 kg
M.S	200 005 kg	548 kg

<i>Boues biologiques</i>	flux annuel l	flux journalier moyen
Volume	739 m ³	2,02 m ³
N. Global	1 991 kg	5,46 kg
M.E.S	46 155 kg	126 kg

<i>Effluent épuré</i>	flux annuel	flux journalier moyen
VOLUME	4 123 m ³	11,29 m ³
N. Global	498 kg	1,36 kg
M.S	15 385 kg	42 kg

3-7 – Auto-surveillance : suivi journalier

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement général de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevé des compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, etc.) ;

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, deux tests hebdomadaires sont suffisants.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un **cahier d'exploitation**. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des Installations Classées.

3-8 - Autosurveillance : Bilan matière

3-8-1 - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits.
- une analyse du lisier brut (M.E.S, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses).
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O) . L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (M.E.S., N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage.
- une analyse de l'effluent épuré (M.E.S., N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux Normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3-8-2 - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : Les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de six mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces six mois.

3-8-3 - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de six mois.

3-9 - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite.

La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3-10 - Validation de l'auto-surveillance :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mise en forme des données,...) sont réalisées de façon correcte. A cette fin, le service des Installations Classées et l'agence de l'eau habilitent, sur proposition de l'éleveur, un organisme ci-après dénommé Organisme Valideur. L'organisme valideur ne pourra être ni l'organisme concepteur, ni l'organisme chargé de l'assistance technique.

Deux visites de l'organisme valideur sont nécessaires durant la première année (période de « mise en charge »). Les années suivantes, une visite annuelle sera prévue.

Le planning des dates de visite sera adressé par l'organisme valideur au service des installations classées en début d'année civile.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- *établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter* (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur,...) ;
- *effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance* (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...) ;
- *vérifier la « traçabilité de l'azote »* (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits,...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur adressera au service des installations classées sous un mois un rapport détaillé reprenant tous les points de validation, en particulier l'analyse des bilans matières (devenir de l'azote).

ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts:

4-1 - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 4 380 m³.

4-2 - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 320 m³.

4-3 - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1 470 m³.

4-4 - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 2 200 m³.

4-5 - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 680 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4-6 - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4-7 - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'article 18 (4°) de l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4-8 - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4-9 - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnement de l'unité de traitement :

5-1 - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

5-2 - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 8 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 -

Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170-2) :

9.1 Aménagement et fonctionnement des installations :

9.1.1 – Généralités :

La fabrication des produits (compost de lisier de porcs) sera réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- une aire couverte de compostage actif (320m²),
- une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

9.1.2 – Résidus organiques entrant dans l'unité :

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir, 800 m³ de résidus organiques (4 978 kg d'azote) produit annuellement.

9.1.3 Aménagement de l'unité de compostage :

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage sera couverte,
- un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

9.2 - Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de lisier de porcs) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42001 - ~~Compost végétal~~)°.

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

9.3 - Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel (exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier).

9.4 - Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits ~~(fientes déshydratées)~~ comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site,
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- nature,
- nom du transporteur,
- quantité en tonnes et en m³,

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- les informations définies ci-dessus,
- les originaux des bons d'enlèvement,
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (VAL CONSEIL Environnement) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

9.5 - Délais de mise en service – Dysfonctionnement :

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus au point 3.1 seront réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie du HAUT-CORLAY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la S.C.E.A. CORMAN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la S.C.E.A. CORMAN dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 -

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux des 23 août 1989, 30 avril 1993 et 3 juillet 1995.

ARTICLE 12 -

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.


ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire du HAUT-CORLAY,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la S.C.E.A. CORMAN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LA HARMOYE, CANIHUEL, CORLAY, ST BIHY, SAINT-GILLES-PLIGEAUX, LE VIEUX-BOURG pour information.

SAINT-BRIEUC, le 3 OCT. 2002
LE PREFET,




Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD